

d'éliminer les subventions aux exportations agricoles), mais des pas de géant devront être accomplis afin de le mener à bien.

Développer le volet sur l'accès aux marchés

Dans un monde idéal, toutes les offres arriveraient sur la table simultanément. Mais si chacun attend de voir ce que les autres vont offrir, rien ne se produira. Qui ouvrira la voie ? Pas les pays en développement, croit-on, qui ont été échaudés à maintes reprises par l'incapacité des pays industrialisés à mettre en œuvre les concessions et sont à présent frileux. Cela remonte au Cycle Kennedy, et cette situation s'est répétée au Cycle d'Uruguay, négociations où les pays en développement ont obtenu des concessions pour voir ensuite des mesures perfectionnistes être remises en place à l'aide d'autres instruments. La Chine, le Brésil et l'Inde s'arrangent bien du statu quo actuel : ils sont donc moins pressés de passer un accord. Cela amène certains observateurs à conclure que les pays industrialisés devront être encore les premiers à bouger.

L'agriculture est le domaine où les pays industrialisés ont une vaste marge de manœuvre pour jeter les bases d'un accord raisonnable : certains droits de douane atteignent des niveaux vertigineux (on a cité le cas d'une économie industrialisée appliquant des droits de l'ordre de 700 %) et les contingents tarifaires sont souvent infinitésimaux pris comme part du marché intérieur. L'estimation de l'aide à la production (EAP) de l'OCDE, une mesure d'aide publique à l'agriculture, montre que les niveaux d'EAP n'ont baissé que de 36 % au milieu des années 1980 à 31 % aujourd'hui. Sur cette base, on a avancé que l'aide financière publique actuelle à l'agriculture dans les pays de l'OCDE dépasse le PIB de toute l'Afrique ! Le succès du Programme de Doha pour le développement dépend de réductions très ambitieuses de ce niveau d'aide. En pratique, cela signifie que les États-Unis et l'UE doivent manifester leur intention de faire des offres allant dans le sens suivant :

- a) des réductions réelles des subventions, non seulement dans les engagements consolidés (selon certaines esti-